



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-90116>

Département(s) de publication : **75**

Annonce n° **24-90116**

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : Ile de France Mobilités

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : MARCHE DE PRESTATIONS DE CONSEILS JURIDIQUES, D'ASSISTANCE ET DE REPRESENTATION EN JUSTICE

Description : Le présent accord-cadre à bons de commande a pour objet d'apporter conseils juridiques et assistance juridique à Île-de-France Mobilités et de la représenter en justice, pour chaque domaine identifié dans les six (6) lots présentés dans le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP). Le détail des prestations exigées est décrit au chapitre 2 du CCTP. L'acheteur se réserve la possibilité de négocier ou non selon les dispositions de l'article 21.6 du Règlement de la consultation. Le présent accord cadre est un accord-cadre exécuté par bons de commandes en application des articles L2125-1, R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique. Aucune prestation supplémentaire éventuelle et ou alternative n'est définie par l'Acheteur. En application de l'article R2151-8, les variantes sont interdites. Le présent accord cadre est soumis aux dispositions du cahier des clauses administratives générales applicables aux accord cadres publics de prestations intellectuelles approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (CCAG-PI).

Identifiant de la procédure : d19dbe7e-9ff1-4109-9738-7f039f3769be

Type de procédure : Ouverte

Principales caractéristiques de la procédure : La nature des prestations (code CPV mentionné à l'article 2.3 du règlement de consultation et figurant au sein de l'avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques), la présente consultation est lancée selon les dispositions de la procédure adaptée en application des articles L2123-1, R. 2123-1 3°, R. 2123-4 à R. 2123-7 du code de la commande publique.

2.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv) : 79110000 Services de conseils et de représentation juridiques

2.1.3 Valeur

Valeur maximale de l'accord-cadre : 6,400,000 Euro

2.1.4 Informations générales

Cette procédure ou ce lot annulé(e) ou infructueux(-se) sera relancé(e)

Informations complémentaires : Un candidat à l'accord cadre ne peut se voir attribuer plus de deux lots conformément à l'article R2113-1 du Code de la Commande Publique. Les lots n°3 et n°4 ne pourront pas être attribués au même candidat. Si un candidat soumissionne à la fois pour les lots n°3 et n°4, il doit préciser sa préférence pour l'attribution des lots dans l'annexe 3 du RC. En cas d'attribution potentielle de ces deux lots au même candidat, la préférence exprimée sera prise en compte. Si la mise en oeuvre des critères d'attribution conduit à attribuer à un même soumissionnaire un nombre de lots supérieur au nombre maximal autorisé, l'attribution se fera selon les priorités suivantes : - La préférence du candidat, si elle a été exprimée conformément à l'annexe 3 - En l'absence de préférence exprimée ou si la préférence ne permet pas de résoudre le conflit, les lots seront attribués en fonction des meilleures notes obtenues par le candidat pour chaque lot. Les lots pour lesquels le candidat a obtenu les meilleures notes par rapport aux autres lots lui seront attribués en priorité conformément aux critères définis à l'article 21.2

Base juridique :

Directive 2014/24/UE

2.1.5 Conditions du marché public

Conditions du marché :

Nombre maximal de lots pouvant être attribués à un soumissionnaire dans le cadre de marchés : 2

2.1.6 Motifs d'exclusion

Motifs d'exclusion purement nationaux :

Section 5 - Lot

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

Titre : Lot 1 Maîtrise d'ouvrage publique

Description : Le présent lot porte sur tous les sujets ayant trait à l'exercice de la maîtrise d'ouvrage et notamment : - Montages et conditions d'exercice de la maîtrise d'ouvrage (, transfert de maîtrise d'ouvrage, mandat de maîtrise d'ouvrage, assistance à maîtrise d'ouvrage...); - Responsabilités du maître d'ouvrage ; - Aménagement (espaces publics, stationnements, vélos, accessibilité pour les personnes handicapées...); - Droit de la propriété des personnes publiques, droit de la domanialité (convention d'occupation, superposition d'affectations, classement/déclassement, Réseau Ferré National, dévoiement des réseaux...); identification de la domanialité (domaine public/ domaine privé) ; - Travaux publics (contentieux de l'indemnisation, dommages de travaux publics...); - Droit de l'environnement (étude d'impact, loi sur l'eau, ICPE, CNPN, défrichement, autorisations environnementales, compensations, pollutions, acoustique, itinéraires cyclables...); - Droit de l'urbanisme (SDRIF, plans de mobilités, PLU, permis de construire, MECDU, emplacements réservés, servitudes,

patrimoine...); - Paysages ; - Référé préventif (référé avant travaux, référé avant démolition...); - Dépollution, géotechnique, sondages ; - Concertations (débat public, MECDU, CNDP...); - Enquête publique (relecture de dossier d'enquête, analyse des réserves de la commission d'enquête, mémoire en réponse à la commission d'enquête et à l'avis de l'Autorité environnementale, déclaration de projet, recours contre les arrêtés de déclaration d'utilité publique...); - Enquête parcellaire (commission d'enquête, arrêté de cessibilité, notifications et mise en oeuvre, recours contentieux...); - Expropriation (état parcellaire, ordonnance d'expropriation, accompagnement phase judiciaire quand nécessaire, modalités paiement consignation...); - Acquisition amiable (droit de délaissement...).

Identifiant interne : 1

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 79110000 Services de conseils et de représentation juridiques

Options :

Description des options : Chaque lot est conclu pour une durée de douze (12) mois à compter de sa date de notification. Il est reconductible trois (3) fois tacitement, au terme de la période initiale, pour une période de douze (12) mois sans que sa durée globale ne puisse excéder quarante-huit (48) mois. Concernant la règle de déclenchement de la reconduction de l'accord cadre, en cas d'atteinte du montant maximum de l'accord-cadre avant la fin de la période en cours, la reconduction peut être anticipée par décision expresse de l'Acheteur qui constate l'atteinte du seuil maximum annuel de l'accord-cadre HT et fixe la date de reconduction de l'accord-cadre. L'anticipation d'une période ne peut avoir pour conséquence d'augmenter le nombre total de périodes prévues (qui ont chacune une durée de 12 mois maximum). La durée totale de chaque lot est ensuite égale à la somme de la période initiale et de chaque période reconduite. Le Titulaire ne peut refuser la reconduction. En cas de non-reconduction, l'Acheteur adresse une décision expresse, intervenant au plus tard dans un délai de trois (3) mois avant l'échéance de la période d'exécution.

5.1.3 Durée estimée

Date de début : 01/01/2025

Durée : 48 Mois

5.1.6 Informations générales

Il s'agit d'un marché récurrent

Description : La date prévisionnelle de renouvellement du marché est fixée en septembre 2028

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés : Exigence dans l'offre

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME)

Informations complémentaires : Accord-cadre avec 2 attributaires. L'accord cadre possède deux attributaires pour le lot 1 et pour le lot 2, l'attribution des bons de

commande s'effectue sans négociation ni mise en concurrence. Chaque bon de commande est attribué suivant le classement des offres issu de l'analyse, selon la méthode dite d'attribution « en cascade ». Ainsi, dans le cas des lots à deux attributaires, le 1er bon est attribué au 1er du classement, le 2ème au 2ème, le 3ème au 1er, le 4ème au 2ème et ainsi de suite.

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Aptitude à exercer l'activité professionnelle

Description : Candidature sous la forme du DUME en renseignant : - La partie IV- C 1b) : les prestations principales de même nature réalisées sur les 3 dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Cette liste peut être complétée par l'expérience datant de plus de 3 ans ****, - la partie IV - C6) : Les titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ ou des cadres de l'entreprise; - la partie IV - C8) : Les effectifs moyens annuels annuels et le nombre de cadres pendant les 3 dernières années ; Pour les soumissionnaires dans l'impossibilité, en raison de leur création récente, de produire la liste susmentionnée, il est demandé de compléter la rubrique suivante : Candidature hors DUME : Le candidat remet une lettre de candidature présentant les membres du groupement (formulaire DC1 ou équivalent) le cas échéant, les pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat individuel ou chaque membre du groupement, ainsi qu'une déclaration du candidat, formulaire DC2 (un par membre du groupement) le tout accompagné des pièces énumérées dans le règlement de la consultation.

Critère :

Type : Capacité économique et financière

Description : Candidature sous la forme du DUME en renseignant : - la partie IV - A 1) : inscription registre du commerce ; - la partie IV - A 2) : Inscription à l'ordre professionnel des avocats ; - la partie IV - B1a) : chiffre d'affaires annuel « général » des 3 derniers exercices; - la partie IV - B2a) : chiffre d'affaires annuel « spécifique » dans le domaine d'activité couvert par le marché des 3 derniers exercices ;

Critère :

Type : Aptitude à exercer l'activité professionnelle

Description : Inscription registre du commerce et l'ordre professionnel des avocats ;

Informations sur la seconde étape d'une procédure en deux étapes :

L'acheteur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations

5.1.10 Critères d'attribution

Critère :

Type : Qualité

Description : Valeur Technique

Pondération (points, valeur exacte) : 70

Critère :

Type : Prix

Description : Valeur économique

Pondération (points, valeur exacte) : 30

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Description de la garantie financière : Conformément à l'article R.2191-7 du Code de la commande publique, le paiement est conditionné par la constitution préalable d'une garantie à première demande spécifique, s'engageant à rembourser, s'il y a lieu, le montant de l'avance consentie d'un montant équivalent à l'avance toutes taxes comprises y compris pour les sous-traitants. Cette garantie à première demande est libérée à la fin de la résorption de l'avance. La garantie à première demande ne peut pas être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

Date limite de réception des offres : 13/09/2024 à 17:00

Date limite de validité de l'offre : 8 Mois

Informations relatives à l'ouverture publique :

Date d'ouverture : 13/09/2024 à 18:00

Lieu : Paris

Informations complémentaires : L'ouverture des plis n'est pas publique. Elle est réservée aux personnes ayant reçu délégation par la Direction Générale du fait de leur mission au sein de l'établissement et en conformité avec les règles internes de ce dernier.

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :
Non

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : non

Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué : En cas d'attribution de l'accord cadre à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

Montage financier : En application de l'article R2162-4 du code de la commande publique, l'accord-cadre est passé selon les montants indiqués ci-dessous : 400 000 euros HT par an pour le lot n°1

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Paris

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : Ile de France Mobilités

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de Paris

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0007

Titre : Lot 2 Droit de l'immobilier

Description : Lot 2 : « Droit de l'immobilier » - Droit des cessions et ventes immobilières (résolution du contrat de vente, indemnité d'immobilisation, vices cachés, réduction du prix, rescision pour lésion, de promesses de vente, compromis de vente ...) ; - Rédaction de conventions, baux (commerciaux, civils, professionnels), avenants ; - Conseil et accompagnement en montages immobiliers (vente en l'état futur d'achèvement, vente à terme, bail en l'état futur d'achèvement...) ; - Droit des propriétaires : associations syndicales de propriétaires (ASL, AFUL), copropriété ; - Gestion locative : contestation ou recouvrement de charges ; - Relation avec les professionnels de l'immobiliers, agents immobiliers, commercialisateurs (action en paiement des commissions), experts immobiliers, notaires... - Procédure d'expulsion ; - Relogement des occupants. - Accompagnement juridique et financier de la Mise en concurrence Transilien (notes juridiques, réunions internes, réunions avec le groupe SNCF, accompagnement en cas de contentieux), accompagnement dans le cadre des négociations.

Identifiant interne : 2

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 79110000 Services de conseils et de représentation juridiques

Options :

Description des options : Chaque lot est conclu pour une durée de douze (12) mois à compter de sa date de notification. Il est reconductible trois (3) fois tacitement, au terme de la période initiale, pour une période de douze (12) mois sans que sa durée globale ne puisse excéder quarante-huit (48) mois. Concernant la règle de déclenchement de la reconduction de l'accord cadre, en cas d'atteinte du montant maximum de l'accord-cadre avant la fin de la période en cours, la reconduction peut être anticipée par décision expresse de l'Acheteur qui constate l'atteinte du seuil maximum annuel de l'accord-cadre HT et fixe la date de reconduction de l'accord-cadre. L'anticipation d'une période ne peut avoir pour conséquence d'augmenter le nombre total de périodes prévues (qui ont chacune une durée de 12 mois maximum). La durée totale de chaque lot est ensuite égale à la somme de la période initiale et de chaque période reconduite. Le Titulaire ne peut refuser la reconduction. En cas de non-reconduction, l'Acheteur adresse une décision expresse, intervenant au plus tard dans un délai de trois (3) mois avant l'échéance de la période d'exécution.

5.1.3 Durée estimée

Date de début : 01/01/2025

Durée : 48 Mois

5.1.6 Informations générales

Il s'agit d'un marché récurrent

Description : La date prévisionnelle de renouvellement du marché est fixée en septembre 2028

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés : Exigence dans l'offre

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME)

Informations complémentaires : Accord-cadre avec 2 attributaires. L'accord cadre possède deux attributaires pour le lot 1 et pour le lot 2, l'attribution des bons de commande s'effectue sans négociation ni mise en concurrence. Chaque bon de commande est attribué suivant le classement des offres issu de l'analyse, selon la méthode dite d'attribution « en cascade ». Ainsi, dans le cas des lots à deux attributaires, le 1er bon est attribué au 1er du classement, le 2ème au 2ème, le 3ème au 1er, le 4ème au 2ème et ainsi de suite.

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Aptitude à exercer l'activité professionnelle

Description : Candidature sous la forme du DUME en renseignant : - La partie IV- C 1b) : les prestations principales de même nature réalisées sur les 3 dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Cette liste peut être complétée par l'expérience datant de plus de 3 ans ****, - la partie IV - C6) : Les titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ ou des cadres de l'entreprise; - la partie IV - C8) : Les effectifs moyens annuels annuels et le nombre de cadres pendant les 3 dernières années ; Pour les soumissionnaires dans l'impossibilité, en raison de leur création récente, de produire la liste susmentionnée, il est demandé de compléter la rubrique suivante : Candidature hors DUME : Le candidat remet une lettre de candidature présentant les membres du groupement (formulaire DC1 ou équivalent) le cas échéant, les pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat individuel ou chaque membre du groupement, ainsi qu'une déclaration du candidat, formulaire DC2 (un par membre du groupement) le tout accompagné des pièces énumérées dans le règlement de la consultation.

Critère :

Type : Capacité économique et financière

Description : Candidature sous la forme du DUME en renseignant : - la partie IV - A 1) : inscription registre du commerce ; - la partie IV - A 2) : Inscription à l'ordre professionnel des avocats ; - la partie IV - B1a) : chiffre d'affaires annuel « général » des 3 derniers exercices; - la partie IV - B2a) : chiffre d'affaires annuel « spécifique » dans le domaine d'activité couvert par le marché des 3 derniers exercices ;

Critère :

Type : Aptitude à exercer l'activité professionnelle

Description : Inscription registre du commerce et l'ordre professionnel des avocats ;

Informations sur la seconde étape d'une procédure en deux étapes :

L'acheteur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations

5.1.10 Critères d'attribution

Critère :

Type : Qualité

Description : Valeur Technique

Pondération (points, valeur exacte) : 70

Critère :

Type : Prix

Description : Valeur économique

Pondération (points, valeur exacte) : 30

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Variantes : Non autorisée

Description de la garantie financière : Conformément à l'article R.2191-7 du Code de la commande publique, le paiement est conditionné par la constitution préalable d'une garantie à première demande spécifique, s'engageant à rembourser, s'il y a lieu, le montant de l'avance consentie d'un montant équivalent à l'avance toutes taxes comprises y compris pour les sous-traitants. Cette garantie à première demande est libérée à la fin de la résorption de l'avance. La garantie à première demande ne peut pas être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

Date limite de réception des offres : 13/09/2024 à 17:00

Date limite de validité de l'offre : 8 Mois

Informations relatives à l'ouverture publique :

Date d'ouverture : 13/09/2024 à 18:00

Lieu : Paris

Informations complémentaires : L'ouverture des plis n'est pas publique. Elle est réservée aux personnes ayant reçu délégation par la Direction Générale du fait de leur mission au sein de l'établissement et en conformité avec les règles internes de ce dernier.

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :

Non

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : non

Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué : En cas d'attribution de l'accord cadre à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

Montage financier : En application de l'article R2162-4 du code de la commande publique, l'accord-cadre est passé selon les montants indiqués ci-dessous : 240 000 euros HT par an pour le lot n°2

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Paris

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : Ile de France Mobilités

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de Paris

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0008

Titre : Lot n°3 Droit des transports et droit public général

Description : - Droit des transports (réglementations européenne et française) ; - Droit de la concurrence et de la régulation économique (réglementations européenne et française) ; - Droit administratif général, responsabilité administrative, contentieux administratif ; - Droit des collectivités territoriales ; - Droit électoral, droit de la communication publique et vie institutionnelle ; - Relations entre l'Administration et le public (notamment la communication de documents administratifs) ; - Droit des libertés publiques (notamment en matière de lutte contre les discriminations et saisine du défenseur des droits).

Identifiant interne : 3

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 79110000 Services de conseils et de représentation juridiques

Options :

Description des options : Chaque lot est conclu pour une durée de douze (12) mois à compter de sa date de notification. Il est reconductible trois (3) fois

tacitement, au terme de la période initiale, pour une période de douze (12) mois sans que sa durée globale ne puisse excéder quarante-huit (48) mois. Concernant la règle de déclenchement de la reconduction de l'accord cadre, en cas d'atteinte du montant maximum de l'accord-cadre avant la fin de la période en cours, la reconduction peut être anticipée par décision expresse de l'Acheteur qui constate l'atteinte du seuil maximum annuel de l'accord-cadre HT et fixe la date de reconduction de l'accord-cadre. L'anticipation d'une période ne peut avoir pour conséquence d'augmenter le nombre total de périodes prévues (qui ont chacune une durée de 12 mois maximum). La durée totale de chaque lot est ensuite égale à la somme de la période initiale et de chaque période reconduite. Le Titulaire ne peut refuser la reconduction. En cas de non-reconduction, l'Acheteur adresse une décision expresse, intervenant au plus tard dans un délai de trois (3) mois avant l'échéance de la période d'exécution.

5.1.3 Durée estimée

Date de début : 01/01/2025

Durée : 48 Mois

5.1.6 Informations générales

Il s'agit d'un marché récurrent

Description : La date prévisionnelle de renouvellement du marché est fixée en septembre 2028

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés : Exigence dans l'offre

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME)

Informations complémentaires : Accord-cadre mono attributaire

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Aptitude à exercer l'activité professionnelle

Description : Candidature sous la forme du DUME en renseignant : - La partie IV- C 1b) : les prestations principales de même nature réalisées sur les 3 dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Cette liste peut être complétée par l'expérience datant de plus de 3 ans ****, - la partie IV - C6) : Les titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ ou des cadres de l'entreprise; - la partie IV - C8) : Les effectifs moyens annuels annuels et le nombre de cadres pendant les 3 dernières années ; Pour les soumissionnaires dans l'impossibilité, en raison de leur création récente, de produire la liste susmentionnée, il est demandé de compléter la rubrique suivante : Candidature hors DUME : Le candidat remet une lettre de candidature présentant les membres du groupement (formulaire DC1 ou équivalent) le cas échéant, les pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat individuel ou chaque membre du groupement, ainsi qu'une déclaration du candidat, formulaire DC2 (un par membre du groupement) le tout accompagné des pièces énumérées dans le règlement de la consultation.

Critère :

Type : Capacité économique et financière

Description : Candidature sous la forme du DUME en renseignant : - la partie IV - A 1) : inscription registre du commerce ; - la partie IV - A 2) : Inscription à l'ordre professionnel des avocats ; - la partie IV - B1a) : chiffre d'affaires annuel « général » des 3 derniers exercices; - la partie IV - B2a) : chiffre d'affaires annuel « spécifique » dans le domaine d'activité couvert par le marché des 3 derniers exercices ;

Critère :

Type : Aptitude à exercer l'activité professionnelle

Description : Inscription registre du commerce et l'ordre professionnel des avocats ;

Informations sur la seconde étape d'une procédure en deux étapes :

L'acheteur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations

5.1.10 Critères d'attribution

Critère :

Type : Qualité

Description : Valeur Technique

Pondération (points, valeur exacte) : 70

Critère :

Type : Prix

Description : Valeur économique

Pondération (points, valeur exacte) : 30

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Description de la garantie financière : Conformément à l'article R.2191-7 du Code de la commande publique, le paiement est conditionné par la constitution préalable d'une garantie à première demande spécifique, s'engageant à rembourser, s'il y a lieu, le montant de l'avance consentie d'un montant équivalent à l'avance toutes taxes comprises y compris pour les sous-traitants. Cette garantie à première demande est libérée à la fin de la résorption de l'avance. La garantie à première demande ne peut pas être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

Date limite de réception des offres : 13/09/2024 à 17:00

Date limite de validité de l'offre : 8 Mois

Informations relatives à l'ouverture publique :

Date d'ouverture : 13/09/2024 à 18:00

Lieu : Paris

Informations complémentaires : L'ouverture des plis n'est pas publique. Elle est réservée aux personnes ayant reçu délégation par la Direction Générale du fait de leur mission au sein de l'établissement et en conformité avec les règles internes de ce dernier.

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :
Non

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : non

Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué : En cas d'attribution de l'accord cadre à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

Montage financier : En application de l'article R2162-4 du code de la commande publique, l'accord-cadre est passé selon les montants indiqués ci-dessous : 160 000 euros HT par an pour le lot n°3

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Paris

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : Ile de France Mobilités

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de Paris

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0009

Titre : Lot n°4 Etudes et projets complexes et/ou pluridisciplinaires

Description : - Analyses juridiques relatives à des sujets complexes faisant appel à des compétences juridiques pluridisciplinaires. Ces sujets peuvent particulièrement concerner des problématiques liées, directement ou indirectement, au contexte d'ouverture à la concurrence des réseaux de transports publics franciliens ; - Montages juridiques complexes, pouvant notamment soulever des problématiques en droit de la commande publique, droit de la concurrence, droit de l'immobilier, droit fiscal, droit des sociétés, droit des nouvelles technologies, protection des données personnelles etc. ; - Précontentieux et contentieux relatifs à des sujets et montages juridiques complexes tels que précédemment définis. Au sens du présent article, est entendu par « complexe » toute analyse ou montage contractuel confrontant Île-de-France Mobilités à : - soit des difficultés particulières trouvant leur cause

dans la singularité du contexte des transports franciliens ; - soit une multiplicité d'acteurs, privés et/ou publics ; - soit des enjeux de positionnement stratégique, politique ou financier impactant de manière structurante ou à long terme l'établissement ; - soit plusieurs de ces caractéristiques réunies.

Identifiant interne : 4

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 79110000 Services de conseils et de représentation juridiques

Options :

Description des options : Chaque lot est conclu pour une durée de douze (12) mois à compter de sa date de notification. Il est reconductible trois (3) fois tacitement, au terme de la période initiale, pour une période de douze (12) mois sans que sa durée globale ne puisse excéder quarante-huit (48) mois. Concernant la règle de déclenchement de la reconduction de l'accord cadre, en cas d'atteinte du montant maximum de l'accord-cadre avant la fin de la période en cours, la reconduction peut être anticipée par décision expresse de l'Acheteur qui constate l'atteinte du seuil maximum annuel de l'accord-cadre HT et fixe la date de reconduction de l'accord-cadre. L'anticipation d'une période ne peut avoir pour conséquence d'augmenter le nombre total de périodes prévues (qui ont chacune une durée de 12 mois maximum). La durée totale de chaque lot est ensuite égale à la somme de la période initiale et de chaque période reconduite. Le Titulaire ne peut refuser la reconduction. En cas de non-reconduction, l'Acheteur adresse une décision expresse, intervenant au plus tard dans un délai de trois (3) mois avant l'échéance de la période d'exécution.

5.1.3 Durée estimée

Date de début : 01/01/2025

Durée : 48 Mois

5.1.6 Informations générales

Il s'agit d'un marché récurrent

Description : La date prévisionnelle de renouvellement du marché est fixée en septembre 2028

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés : Exigence dans l'offre

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME)

Informations complémentaires : Accord-cadre mono attributaire

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Aptitude à exercer l'activité professionnelle

Description : Candidature sous la forme du DUME en renseignant : - La partie IV- C 1b) : les prestations principales de même nature réalisées sur les 3 dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Cette liste peut être complétée par l'expérience datant de plus de 3 ans ****, - la partie IV - C6) : Les titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ ou des cadres de l'entreprise; - la partie IV - C8) : Les effectifs moyens annuels annuels et le nombre de cadres pendant les 3 dernières années ; Pour les soumissionnaires dans l'impossibilité, en raison de leur création récente, de produire la liste susmentionnée, il est demandé de compléter la rubrique suivante : Candidature hors DUME : Le candidat remet une lettre de candidature présentant les membres du groupement (formulaire DC1 ou équivalent) le cas échéant, les pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat individuel ou chaque membre du groupement, ainsi qu'une déclaration du candidat, formulaire DC2 (un par membre du groupement) le tout accompagné des pièces énumérées dans le règlement de la consultation.

Critère :

Type : Capacité économique et financière

Description : Candidature sous la forme du DUME en renseignant : - la partie IV - A 1) : inscription registre du commerce ; - la partie IV - A 2) : Inscription à l'ordre professionnel des avocats ; - la partie IV - B1a) : chiffre d'affaires annuel « général » des 3 derniers exercices; - la partie IV - B2a) : chiffre d'affaires annuel « spécifique » dans le domaine d'activité couvert par le marché des 3 derniers exercices ;

Critère :

Type : Aptitude à exercer l'activité professionnelle

Description : Inscription registre du commerce et l'ordre professionnel des avocats ;

Informations sur la seconde étape d'une procédure en deux étapes :

L'acheteur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations

5.1.10 Critères d'attribution

Critère :

Type : Qualité

Description : Valeur Technique

Pondération (points, valeur exacte) : 70

Critère :

Type : Prix

Description : Valeur économique

Pondération (points, valeur exacte) : 30

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Description de la garantie financière : Conformément à l'article R.2191-7 du Code de la commande publique, le paiement est conditionné par la constitution préalable d'une garantie à première demande spécifique, s'engageant à rembourser, s'il y a lieu, le montant de l'avance consentie d'un montant équivalent à l'avance toutes taxes comprises y compris pour les sous-traitants. Cette garantie à première demande est libérée à la fin de la résorption de l'avance. La garantie à première demande ne peut pas être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

Date limite de réception des offres : 13/09/2024 à 17:00

Date limite de validité de l'offre : 8 Mois

Informations relatives à l'ouverture publique :

Date d'ouverture : 13/09/2024 à 18:00

Lieu : Paris

Informations complémentaires : L'ouverture des plis n'est pas publique. Elle est réservée aux personnes ayant reçu délégation par la Direction Générale du fait de leur mission au sein de l'établissement et en conformité avec les règles internes de ce dernier.

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :
Non

Facturation en ligne : Requête

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : non

Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué : En cas d'attribution de l'accord cadre à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

Montage financier : En application de l'article R2162-4 du code de la commande publique, l'accord-cadre est passé selon les montants indiqués ci-dessous : 600 000 euros HT par an pour le lot n°4

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Paris

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : Ile de France Mobilités

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0010

Titre : Lot n°5 Droit du statut de la fonction publique et des relations sociales

Description : - Droit de la fonction publique territoriale, règles statutaires et règles applicables aux agents contractuels (dont contentieux) ; - Hygiène et sécurité au travail ; - Droit syndical, relations sociales et négociations ;

Identifiant interne : 5

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv) : 79110000 Services de conseils et de représentation juridiques

Options :

Description des options : Chaque lot est conclu pour une durée de douze (12) mois à compter de sa date de notification. Il est reconductible trois (3) fois tacitement, au terme de la période initiale, pour une période de douze (12) mois sans que sa durée globale ne puisse excéder quarante-huit (48) mois. Concernant la règle de déclenchement de la reconduction de l'accord cadre, en cas d'atteinte du montant maximum de l'accord-cadre avant la fin de la période en cours, la reconduction peut être anticipée par décision expresse de l'Acheteur qui constate l'atteinte du seuil maximum annuel de l'accord-cadre HT et fixe la date de reconduction de l'accord-cadre. L'anticipation d'une période ne peut avoir pour conséquence d'augmenter le nombre total de périodes prévues (qui ont chacune une durée de 12 mois maximum). La durée totale de chaque lot est ensuite égale à la somme de la période initiale et de chaque période reconduite. Le Titulaire ne peut refuser la reconduction. En cas de non-reconduction, l'Acheteur adresse une décision expresse, intervenant au plus tard dans un délai de trois (3) mois avant l'échéance de la période d'exécution.

5.1.3 Durée estimée

Date de début : 01/01/2025

Durée : 48 Mois

5.1.6 Informations générales

Il s'agit d'un marché récurrent

Description : La date prévisionnelle de renouvellement du marché est fixée en septembre 2028

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés : Exigence dans l'offre

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME)

Informations complémentaires : Accord-cadre mono attributaire

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Aptitude à exercer l'activité professionnelle

Description : Candidature sous la forme du DUME en renseignant : - La partie IV- C 1b) : les prestations principales de même nature réalisées sur les 3 dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Cette liste peut être complétée par l'expérience datant de plus de 3 ans ****, - la partie IV - C6) : Les titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ ou des cadres de l'entreprise; - la partie IV - C8) : Les effectifs moyens annuels annuels et le nombre de cadres pendant les 3 dernières années ; Pour les soumissionnaires dans l'impossibilité, en raison de leur création récente, de produire la liste susmentionnée, il est demandé de compléter la rubrique suivante : Candidature hors DUME : Le candidat remet une lettre de candidature présentant les membres du groupement (formulaire DC1 ou équivalent) le cas échéant, les pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat individuel ou chaque membre du groupement, ainsi qu'une déclaration du candidat, formulaire DC2 (un par membre du groupement) le tout accompagné des pièces énumérées dans le règlement de la consultation.

Critère :

Type : Capacité économique et financière

Description : Candidature sous la forme du DUME en renseignant : - la partie IV - A 1) : inscription registre du commerce ; - la partie IV - A 2) : Inscription à l'ordre professionnel des avocats ; - la partie IV - B1a) : chiffre d'affaires annuel « général » des 3 derniers exercices; - la partie IV - B2a) : chiffre d'affaires annuel « spécifique » dans le domaine d'activité couvert par le marché des 3 derniers exercices ;

Critère :

Type : Aptitude à exercer l'activité professionnelle

Description : Inscription registre du commerce et l'ordre professionnel des avocats ;

Informations sur la seconde étape d'une procédure en deux étapes :

L'acheteur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations

5.1.10 Critères d'attribution

Critère :

Type : Qualité

Description : Valeur Technique

Pondération (points, valeur exacte) : 70

Critère :

Type : Prix

Description : Valeur économique

Pondération (points, valeur exacte) : 30

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Description de la garantie financière : Conformément à l'article R.2191-7 du Code de la commande publique, le paiement est conditionné par la constitution préalable d'une garantie à première demande spécifique, s'engageant à rembourser, s'il y a lieu, le montant de l'avance consentie d'un montant équivalent à l'avance toutes taxes comprises y compris pour les sous-traitants. Cette garantie à première demande est libérée à la fin de la résorption de l'avance. La garantie à première demande ne peut pas être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

Date limite de réception des offres : 13/09/2024 à 17:00

Date limite de validité de l'offre : 8 Mois

Informations relatives à l'ouverture publique :

Date d'ouverture : 13/09/2024 à 18:00

Lieu : Paris

Informations complémentaires : L'ouverture des plis n'est pas publique. Elle est réservée aux personnes ayant reçu délégation par la Direction Générale du fait de leur mission au sein de l'établissement et en conformité avec les règles internes de ce dernier.

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :
Non

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : non

Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué : En cas d'attribution de l'accord cadre à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

Montage financier : En application de l'article R2162-4 du code de la commande publique, l'accord-cadre est passé selon les montants indiqués ci-dessous : 100 000 euros HT par an pour le lot n°5

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Paris

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : Ile de France Mobilités

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de Paris

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0011

Titre : Lot n°6 Droit individuel et collectif du travail privé

Description : - Droit du travail individuel et collectif (contrats de droit privé) - Droit syndical, relations sociales et élaboration/négociations d'accords d'entreprise notamment ; - Application de la réglementation relative au transfert à la reprise du personnel des opérateurs historiques (RATP notamment). - Mise en application de la Loi n° 2023-1270 du 27 décembre 2023 relative à l'ouverture à la concurrence du réseau de bus francilien de la RATP. - Mise en place des nouvelles instances (Comité Social Unique) et définition des politiques et dispositifs RH relatifs aux salariés de droit privé.

Identifiant interne : 6

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 79110000 Services de conseils et de représentation juridiques

Options :

Description des options : Chaque lot est conclu pour une durée de douze (12) mois à compter de sa date de notification. Il est reconductible trois (3) fois tacitement, au terme de la période initiale, pour une période de douze (12) mois sans que sa durée globale ne puisse excéder quarante-huit (48) mois. Concernant la règle de déclenchement de la reconduction de l'accord cadre, en cas d'atteinte du montant maximum de l'accord-cadre avant la fin de la période en cours, la reconduction peut être anticipée par décision expresse de l'Acheteur qui constate l'atteinte du seuil maximum annuel de l'accord-cadre HT et fixe la date de reconduction de l'accord-cadre. L'anticipation d'une période ne peut avoir pour conséquence d'augmenter le nombre total de périodes prévues (qui ont chacune une durée de 12 mois maximum). La durée totale de chaque lot est ensuite égale à la somme de la période initiale et de chaque période reconduite. Le Titulaire ne peut refuser la reconduction. En cas de non-reconduction, l'Acheteur adresse une décision expresse, intervenant au plus tard dans un délai de trois (3) mois avant l'échéance de la période d'exécution.

5.1.3 Durée estimée

Date de début : 01/01/2025

Durée : 48 Mois

5.1.6 Informations générales

Il s'agit d'un marché récurrent

Description : La date prévisionnelle de renouvellement du marché est fixée en septembre 2028

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés : Exigence dans l'offre

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME)

Informations complémentaires : Accord-cadre mono attributaire

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Aptitude à exercer l'activité professionnelle

Description : Candidature sous la forme du DUME en renseignant : - La partie IV- C 1b) : les prestations principales de même nature réalisées sur les 3 dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Cette liste peut être complétée par l'expérience datant de plus de 3 ans ****, - la partie IV - C6) : Les titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ ou des cadres de l'entreprise; - la partie IV - C8) : Les effectifs moyens annuels annuels et le nombre de cadres pendant les 3 dernières années ; Pour les soumissionnaires dans l'impossibilité, en raison de leur création récente, de produire la liste susmentionnée, il est demandé de compléter la rubrique suivante : Candidature hors DUME : Le candidat remet une lettre de candidature présentant les membres du groupement (formulaire DC1 ou équivalent) le cas échéant, les pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat individuel ou chaque membre du groupement, ainsi qu'une déclaration du candidat, formulaire DC2 (un par membre du groupement) le tout accompagné des pièces énumérées dans le règlement de la consultation.

Critère :

Type : Capacité économique et financière

Description : Candidature sous la forme du DUME en renseignant : - la partie IV - A 1) : inscription registre du commerce ; - la partie IV - A 2) : Inscription à l'ordre professionnel des avocats ; - la partie IV - B1a) : chiffre d'affaires annuel « général » des 3 derniers exercices; - la partie IV - B2a) : chiffre d'affaires annuel « spécifique » dans le domaine d'activité couvert par le marché des 3 derniers exercices ;

Critère :

Type : Aptitude à exercer l'activité professionnelle

Description : Inscription registre du commerce et l'ordre professionnel des avocats ;

Informations sur la seconde étape d'une procédure en deux étapes :

L'acheteur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations

5.1.10 Critères d'attribution

Critère :

Type : Qualité

Description : Valeur Technique

Pondération (points, valeur exacte) : 70

Critère :

Type : Prix

Description : Valeur économique

Pondération (points, valeur exacte) : 30

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Description de la garantie financière : Conformément à l'article R.2191-7 du Code de la commande publique, le paiement est conditionné par la constitution préalable d'une garantie à première demande spécifique, s'engageant à rembourser, s'il y a lieu, le montant de l'avance consentie d'un montant équivalent à l'avance toutes taxes comprises y compris pour les sous-traitants. Cette garantie à première demande est libérée à la fin de la résorption de l'avance. La garantie à première demande ne peut pas être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

Date limite de réception des offres : 13/09/2024 à 17:00

Date limite de validité de l'offre : 8 Mois

Informations relatives à l'ouverture publique :

Date d'ouverture : 13/09/2024 à 18:00

Lieu : Paris

Informations complémentaires : L'ouverture des plis n'est pas publique. Elle est réservée aux personnes ayant reçu délégation par la Direction Générale du fait de leur mission au sein de l'établissement et en conformité avec les règles internes de ce dernier.

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :
Non

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : non

Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué : En cas d'attribution de l'accord cadre à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

Montage financier : En application de l'article R2162-4 du code de la commande publique, l'accord-cadre est passé selon les montants indiqués ci-dessous : 100 000 euros HT par an pour le lot n°5

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Paris

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : Ile de France Mobilités

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de Paris

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

Nom officiel : Ile de France Mobilités

Numéro d'enregistrement : 28750007800020

Adresse postale : 39bis-41 rue de Châteaudun

Ville : Paris

Code postal : 75009

Pays : France

Adresse électronique : aurelien.berges@iledefrance-mobilites.fr

Téléphone : +33 1 87 05 23 42

Rôles de cette organisation :

Acheteur

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

8.1 ORG-0002

Nom officiel : Tribunal administratif de Paris

Numéro d'enregistrement : 17750005500013

Département : Paris

Adresse postale : 7 Rue de Jouy

Ville : Paris

Code postal : 75004

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Adresse électronique : greffe.ta-paris@juradm.fr

Téléphone : 01 44 59 44 00

Adresse internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr/Informations-pratiques/Acces-et-coordonnees>

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

Section 11 - Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : eee8cd79-992f-4a6d-8d38-a341e362ffe1 - 01

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché – régime assoupli

Date d'envoi de l'avis : 30/07/2024 à 17:29

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

11.2 Informations relatives à la publication

Date d'envoi du présent avis à la publication : 30/07/2024